



PRÉFET DU CHER

**Direction Départementale de la Cohésion Sociale
et de la Protection des Populations**

**Pôle de la protection des populations
Service de la santé et de la protection animales
et de l'environnement
Unité protection de l'environnement**

Exploitant :

Société IZT

**Arrêté préfectoral n° 2017-DDCSPP-202
de mise en demeure à l'encontre de la société IZT (Injection ZAMAK Traitement)
pour les installations de traitement de surface qu'elle exploite sur le territoire de la
commune de Saint-Amand Montrond, 33, rue Sarrault**

La Préfète du Cher,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du 9 août 2017 du Président de la République nommant Mme Catherine FERRIER Préfète du Cher ;

Vu le décret n°2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu l'arrêté du Premier ministre du 14 juin 2017 renouvelant M. Thierry BERGERON dans sa fonction de directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations du Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006.1.098 du 18 janvier 2006 autorisant l'exploitation d'une installation de traitement de surface et d'une fonderie situées à Saint-Amand-Montrond, 3 rue Sarrault ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2006.1.895 du 29 juin 2006 relatif à l'élaboration d'un diagnostic approfondi et d'une évaluation détaillée des risques et portant surveillance de la qualité des eaux souterraines à l'aplomb du site exploité par la société IZT implantée à Saint-Amand-Montrond, 3 rue Sarrault ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2017-1-1052 du 4 septembre 2017 accordant délégation de signature à M. Thierry BERGERON, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations du Cher ;

Vu la décision du 5 septembre 2017 donnant délégation de signature aux agents de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Cher ;

Vu le rapport d'inspection, daté du 22 novembre 2017, adressé à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, qui fait suite à la visite d'inspection des installations de traitements de surfaces réalisée le 23 octobre 2017 ;

Considérant que la fréquence de 2 ans pour la révision de l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) prescrite à l'article 3.7 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 n'a pas été respectée et qu'aucun échéancier des actions correctives programmé sur la base de l'AMR du 26/05/2015 n'a été établi ;

Considérant qu'aucun plan de surveillance de la tour aéro-réfrigérante, prescrit à l'article 3.7 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, n'est mis en œuvre ;

Considérant que des déchets sont entreposés depuis plus d'un an (déchets issus de l'incendie du 3 octobre 2016), ce qui constitue une non-conformité à l'article 5.1.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006.1.098 du 18 janvier 2006 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas pris les dispositions prescrites à l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006.1.098 du 18 janvier 2006 pour permettre, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis, d'alermer le personnel de surveillance de tout incident et de mettre en sécurité les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement ;

Considérant que le dispositif de conduite des installations prescrit à l'article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006.1.098 du 18 janvier 2006 n'est pas conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation et qu'une action corrective soit engagée ;

Considérant la présence de récipients contenant des liquides sans rétention associée, ce qui constitue une non-conformité à l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006.1.098 du 18 janvier 2006 ;

Considérant que le repérage des bouches de dépotage des produits chimiques ne permet pas de les différencier afin d'éviter les mélanges de produits lors des livraisons (étiquetage présent mais illisible), ce qui constitue une non-conformité à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 ;

Considérant que l'accès à l'intérieur des piézomètres n'est pas interdit par un dispositif de sécurité, ce qui constitue une non-conformité à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 ;

Considérant que la surveillance des eaux souterraines prescrite à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2006.1.895 du 29 juin 2006 n'est pas réalisée à fréquence semestrielle ;

Considérant que le matériel électrique n'est pas entretenu en bon état, ce qui constitue une non-conformité à l'article 7.3.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006.1.098 du 18 janvier 2006 ;

Considérant que ces constats, réalisés lors de l'inspection du 23 octobre 2017, constituent des manquements aux dispositions de l'article 3.7 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé, des articles 5.1.2., 7.5.4., 7.5.5., 7.6.3. et 7.3.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006.1.098 du 18 janvier 2006 susvisé, de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé, de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé et de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2006.1.895 du 29 juin 2006 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société IZT de respecter les dispositions de l'article 3.7 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé, des articles 5.1.2., 7.5.4., 7.5.5., 7.6.3. et 7.3.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006.1.098 du 18 janvier 2006 susvisé, de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé, de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé et de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2006.1.895 du 29 juin 2006 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Cher ;

ARRÊTE

Article 1

La société IZT, dont le siège social est situé 3 rue Sarrault – 18200 SAINT-AMAND-MONTROND, est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à cette même adresse, de respecter les dispositions suivantes :

- dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté :

- Conditions d'entreposage des déchets

Article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006.1.098 du 18 janvier 2006

« Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,*
- 50 % de la capacité des réservoirs associés. »*

- dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Gestion des déchets

Article 5.1.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006.1.098 du 18 janvier 2006

« L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépassera pas un an. »

- Révision de l'Analyse Méthodique des Risques

article 3.7 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé

« Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet [...].

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, [...].

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation [...] et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

- Plan de surveillance

article 3.7 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé

« Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures [...]. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées. »

- Repérage des bouches de dépotage

Article 7 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006

« Le repérage des bouches de dépotage des produits chimiques permet de les différencier afin d'éviter les mélanges de produits lors des livraisons. »

- dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Gestion des situations d'urgence

Article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006.1.098 du 18 janvier 2006

« Des dispositions sont prises pour permettre, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis, d'alermer le personnel de surveillance de tout incident et de mettre en sécurité les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement »

Article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006.1.098 du 18 janvier 2006

« Le dispositif de conduite des installations est conçu et maintenu en état de fonctionnement de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation soit détectée et qu'une action corrective soit engagée dans des délais que l'exploitant définit dans son référentiel d'exploitation. »

- Prévention de la pollution des eaux souterraines

Article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003

« En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité. »

- Surveillance des eaux souterraines

Article 1er de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2006.1.895 du 29 juin 2006

« La S.A.R.L. Injection ZAMAK Traitement (IZT) [...] procède à la fréquence semestrielle, en périodes de basses eaux et de hautes eaux, au relevé du niveau d'eau piézométrique et à l'analyse d'un échantillon de la nappe souterraines prélevé dans chacun des 3 piézomètres existants sur le site. [...] »

- Prévention du risque d'incendie ou d'explosion lié au matériel électrique

Article 7.3.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006.1.098 du 18 janvier 2006

« Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. »

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

M. le Secrétaire Général, M. le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, M. le Responsable de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à la société IZT et à M. le Maire de Saint-Amand Montrond.

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département du Cher.

Bourges, le 19 DEC. 2017

P/ La Préfète, et par délégation

Le directeur départemental
de la cohésion sociale et de la
protection des populations

Thierry BERGERON

Délais et voies de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

– par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de L'État prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45.